

Nigeria : mouvements sociaux et défis de la démocratie émergente

Ukoha Ukiwo¹

En l'absence d'un réel parti d'opposition, ce sont les mouvements sociaux qui font contrepoids au pouvoir au Nigeria. Leur capacité de mobilisation populaire s'est largement accrue ces trois dernières années. Les rapports entre État et société civile se sont ainsi cristallisés autour de quatre enjeux fondamentaux : la réforme électorale, le socio-économique, la passation de pouvoir et le contrôle des ressources, notamment dans le delta du Niger.

Le contexte de mobilisation parmi les mouvements sociaux et les groupes citoyens organisés au Nigeria ces trois dernières années s'est caractérisé par l'insatisfaction croissante des Nigériens à l'égard de l'état de la démocratie dans le pays. Aux racines de ce mécontentement et de cette colère perceptible se trouve le manque d'engagement de la classe politique nigérienne pour les valeurs et normes démocratiques. Les fantômes de l'autoritarisme et de l'abus de pouvoir n'ont pas été exorcisés durant la transition vers le régime civil.

Bien au contraire, la démocratie a été instrumentalisée comme outil de pouvoir par la classe politique, même au coût de la négation, dans le processus de la participation citoyenne et du constitutionnalisme. En conséquence, les luttes pour la démocratie au Nigeria sont sans fin, tandis que l'exclusion sociale systémique, le

1. Professeur au département d'études politiques de l'Université de Port Harcourt, Nigeria, chercheur au Center for Advanced Social Science (CASS).

monopole affiché du pouvoir et l'impunité y restent endémiques. Il semble même qu'il y ait une tentative calculée de la classe politique au Nigeria de saborder tous les acquis des luttes sociales.

Par exemple, les élections ratées de 2007 ont été orchestrées afin d'empêcher que soit couronnée de succès la fin du troisième mandat, infamant, de l'ancien président, Olusegun Osabanjo. Cet article passe en revue quelques-uns des sujets principaux autour desquels les mouvements sociaux et les groupes citoyens au Nigeria se sont mobilisés depuis 2007, les modalités et les impacts de ces mobilisations, ainsi que les réactions de l'État. Cette étude se structure autour des quatre mobilisations majeures de ces trois dernières années, à savoir celles pour la réforme électorale, pour la réforme économique et sociale, pour la passation de pouvoir, et pour la redistribution des richesses régionales.

Mobilisations pour la réforme électorale

En avril 2007, l'espoir des Nigériens d'assister à des élections justes et honnêtes a été anéanti par des élections considérées unanimement par les observateurs locaux et internationaux comme les pires de toute l'histoire électorale du pays. En l'absence d'un parti d'opposition crédible, les protestations contre la fraude électorale ont été menées par les mouvements sociaux et organisations de la société civile. Sous l'égide de la Coalition de la société civile et du travail (Lasco), le Congrès du travail du Nigeria (NLC), le Congrès des syndicats (TUC) et le Forum d'action conjointe (JAF) ont enjoint les Nigériens et tous les résidents étrangers à rester chez eux les 28 et 29 mai 2007 pour délégitimer la cérémonie d'investiture du Président et des trente-six gouverneurs d'États élus au sortir de ces élections douteuses.

Les demandes répétées des organisations du travail de poursuivre les grèves, malgré l'interdiction de celles-ci par la police et des manifestations montées pour les contrecarrer, ont terni l'éclat de cette cérémonie d'investiture. Plus important, cela a forcé Alhaji Umaru Musa Yar'Adua du Parti démocratique des peuples (PDP) à admettre que les élections étaient frauduleuses. Cependant, contre l'avis des partis d'opposition et de larges secteurs du public nigérian qui ont appelé à l'annulation immédiate des élections, le président Yar'Adua a engagé son administration dans une réforme électorale de grande envergure, qui prendrait mieux en compte le vote de tous les Nigériens lors des prochaines élections. Cet aveu de

fraude électorale par son premier bénéficiaire est sans précédent et la promesse formelle d'élections honnêtes a permis à l'administration assiégée de survivre.

De leur côté, les mouvements sociaux et les groupes citoyens ont profité du déficit admis de légitimité du régime pour exiger une réforme électorale en profondeur. La société civile nigériane a demandé que les personnes mandatées pour le Comité de réforme électorale (ERC) soient crédibles. La société civile a donc également influencé la composition du Comité, ce qui constitue une autre victoire. Les mandats de l'ERC, qui était dirigé par Mohammed Uwais, l'ancien ministre de la justice, ont été proposés à des représentants distingués du barreau, du monde académique, de la société civile et des organisations du travail. La société civile nigériane a influencé non seulement la composition de l'ERC, mais aussi son mode de fonctionnement.

Concrètement, la société civile nigériane et les mouvements sociaux ont organisé des forums pour informer et sensibiliser le grand public nigérian à la réforme électorale, ainsi que pour articuler et regrouper les positions des citoyens sur différents aspects de la réforme. Toutes ces opinions, articulées et regroupées, ont été synthétisées dans des rapports officiels présentés à l'ERC durant ses séances dans les six subdivisions géopolitiques du pays. L'ERC a été débordé de rapports provenant d'organisations du travail et des droits humains, d'associations professionnelles ou ethnopolitiques et de partis politiques.

Un indicateur permettant de mesurer le poids de la société civile dans ce processus de réforme : le nombre impressionnant d'associations et de coalitions créées pour l'occasion. Celles-ci incluent l'Alliance pour des élections crédibles (ACE-Nigeria), le Réseau de la réforme électorale (ERN), les Journalistes pour la réforme électorale, le Comité de coordination de la société civile pour la réforme électorale et le Secrétariat ad hoc de travail pour la jeunesse et la réforme électorale, entre autres.

Au vu des importantes mobilisations initiées par les mouvements sociaux et les groupes citoyens, il n'est pas surprenant que le rapport du Comité Uwais ait répondu aux attentes du peuple nigérian. Il contient des recommandations qui soulignent les engagements à mettre sur pied d'égalité tous les partis politiques et les aspirants au pouvoir et à garantir que les votes de tous les Nigériens comptent réellement aux élections. Ces recommandations

progressistes incluent, entre autres, la garantie de l'indépendance de la Commission électorale nationale indépendante (INEC), la protection face à toute pression politique, l'amélioration du droit des candidats indépendants à contester les élections, et la pénalisation des fraudes électorales. Les recommandations sont tellement radicales que certains membres du parti au pouvoir, le PDP, ont dénoncé le rapport comme visant à ébranler la position hégémonique du parti.

La société civile et les groupes citoyens se sont engagés dans la défense de l'adoption sans modifications de la version initiale du rapport. Cette défense a revêtu différents aspects, notamment une campagne médiatique, un lobbying au niveau du législatif et une sensibilisation des acteurs importants du pays. Par exemple, l'ACE-Nigeria a organisé des ateliers d'une journée à l'intention des membres de l'Organisation du secteur privé (OPS). Cette concertation a conduit à l'adoption d'une résolution conjointe OPS-ACE-Nigeria sur les réformes électorales qui contribueraient à une modification plus large de la loi électorale.

La société civile a aussi joué un rôle important en s'assurant que le thème de la réforme électorale reste d'actualité, même durant les mois décisifs où celle-ci fut éclipsée dans la presse par l'état de santé déclinant de Yar'Adua (voir plus bas). Dans ce contexte de pressions constantes de la société civile, une des premières initiatives de Jonathan Goodluck, à la suite de sa nomination comme président intérimaire, a été de soumettre la version initiale du rapport Uwais à l'Assemblée nationale. Les mouvements sociaux et les groupes citoyens se sont également mobilisés pour s'assurer que les recommandations du rapport soient correctement mises en place, alors même que la loi électorale était toujours en cours de négociation à l'assemblée.

Les organisations de la société civile ont planifié des manifestations pour empêcher la reconduction de Maurice Iwu, président indigne de l'INEC, au terme de son mandat. Elles ont appuyé la nomination d'une personnalité crédible pour son remplacement. Cette opération a été très utile, car le président n'a pas renouvelé le mandat d'Iwu, mais a préféré nommer Attahiru Jega, théoricien radical, syndicaliste, membre de l'INEC reconstituée et, maintenant, président de l'ERC.

En plus de l'appui à la nomination de l'ancien président du Syndicat du personnel enseignant des universités (ASUU) comme

président, les mouvements sociaux et les groupes citoyens se sont également mobilisés contre les nominations de personnalités partisans au sein de la direction du corps électoral. Donc, bien que la société civile ait échoué à contraindre la présidence à renoncer au pouvoir de nommer le directeur de l'INEC, elle est parvenue à influencer sur le choix du président.

La société civile s'est encore mobilisée pour la constitution d'un nouveau cahier de doléances des électeurs concernant les objections précédentes de l'INEC et du gouvernement fédéral. Finalement, la société civile a engagé le président Goodluck à entériner la loi électorale, alors que le parti au pouvoir s'inquiétait du fait que quelques-unes des dispositions de celle-ci pourraient obérer les chances du PDP de remporter les élections de 2011.

Mobilisations pour des réformes sociales et économiques

Les mouvements sociaux nigériens se sont également mobilisés autour des politiques de réformes sociales et économiques, qui ont profité à l'élite et appauvri la majorité de la population. Quelques initiatives ont été remarquables : vagues de protestations contre la dérégulation du secteur pétrolier, manifestations contre l'augmentation du prix des produits pétroliers, menaces de grèves pour exiger un nouveau salaire minimum national, mobilisations contre les projets de modernisation urbaine dans certaines régions... La plupart de ces mouvements de protestation s'opposaient aux politiques néolibérales qui ont fait primer les intérêts du capital sur le travail et le peuple.

Le mouvement syndical, qui est pratiquement devenu le principal front d'opposition dans le pays, en l'absence d'un parti politique crédible, a mené la plupart des actions visant à l'instauration d'un capitalisme à visage humain. Bien que la plupart des mouvements de protestation tournaient autour de problèmes alimentaires ou industriels, concernant surtout les ouvriers, ils ont interagi avec les revendications du grand public et ont eu un impact sur les politiques économiques nationales. Par exemple, beaucoup de Nigériens étaient favorables aux grèves des travailleurs contre la dérégulation du marché pétrolier, qui aurait aggravé la situation scandaleuse de l'emploi dans le pays.

Beaucoup de Nigériens se sont également montrés solidaires des protestations contre les nouveaux prix de l'essence. L'expérience dans ce domaine avait en effet démontré que les

précédentes hausses avaient accentué l'inflation et limité l'approvisionnement des produits. Le message de toutes ces mobilisations liées au complexe pétrolier était que les Nigériens ne devaient pas souffrir davantage de la corruption et des erreurs de gestion de quelques éléments gouvernementaux. L'exigence d'un nouveau salaire minimum national a également mobilisé les foules, car elle tombait à un moment où les Nigériens étaient outrés face à la faible augmentation des salaires proposée, comparée aux revenus des hauts fonctionnaires.

La plupart des grèves et manifestations ont été un franc succès. Celui-ci est dû à l'unité affichée par les organisations syndicales et la société civile sur la plupart des sujets, ainsi qu'à l'échec de la stratégie de division du gouvernement. Celui-ci a soutenu et cherché des compromis lorsqu'il s'est rendu compte que les organisations syndicales avaient réussi à mobiliser successivement ses membres, puis l'opinion publique. Par exemple, le gouvernement fédéral a suspendu la dérégulation totale du secteur pétrolier quand il devint clair que les grèves ne se limiteraient pas à ce secteur. La décision du Syndicat national des travailleurs des transports routiers (NURTW) de se joindre aux grèves a démontré que le Congrès du travail au Nigeria (NLC) et le Congrès des syndicats (TUC) ne faisaient pas que se vanter quand ils menaçaient le gouvernement d'immobiliser le pays s'il appliquait cette politique impopulaire.

Certaines réactions de l'État vis-à-vis des grèves et manifestations durant cette période ont été remarquables. Le gouvernement a généralement évité la confrontation avec les syndicats, même quand la police a interdit les manifestations publiques. La stratégie du gouvernement a été de s'engager dans de tardives négociations, qui visaient à soutirer autant de concessions que possible. Cette manière de procéder était l'unique moyen de garantir un avantage, pour le gouvernement comme pour les syndicats. Le résultat envisagé était, selon le mot de Babagana Kingibe, secrétaire du gouvernement fédéral : « *Pas de victoire ni de défaite* ». Cette stratégie s'est fondée sur le manque de légitimité du gouvernement et sur sa crainte que les grèves ne débouchent sur un anéantissement de l'État de droit.

De surcroît, l'administration était consciente de la nécessité de réprimer les fraudes en son sein, comme devrait l'être tout gouvernement soumis à la règle de la loi. Cependant, le gouvernement a été plus prompt à réagir dans les cas de menaces de grèves gé-

nérales que dans les cas de grèves sectorielles, dans la santé ou l'éducation par exemple. Les professeurs d'université et les médecins se sont ainsi lancés dans des grèves de trois mois avant que le gouvernement ne réponde à leurs exigences. En dernier recours, les décisions gouvernementales se sont basées sur l'impression que l'opinion publique et les organisations du travail étaient favorables aux professeurs et aux médecins. Ainsi, la déclaration ouverte de soutien du NLC aux exigences des professeurs d'université pour de meilleures conditions d'emploi a accentué la pression sur le gouvernement, et celui-ci a fini par signer l'accord controversé avec l'ASUU.

Les organisations syndicales nigérianes n'ont jamais été si efficaces dans l'histoire récente. Les réussites de cette période comprennent l'élévation de 65 % du salaire minimum, la stabilisation des prix des produits pétroliers et l'arrêt de la dérégulation des secteurs extractifs. Ce succès est dû au profil des organisations syndicales qui apparaissent comme les dernières authentiques organisations nationales et les représentantes du citoyen en l'absence de parti d'opposition et de mouvements sociaux de portée nationale. L'image de ce mouvement a aussi été stimulée par l'arrivée du camarade Adams Oshiomole, ancien président du NLC et gouverneur de l'État d'Edo, ainsi que par l'instauration d'un gouvernement de coalition formé notamment de membres du parti du travail dans l'État d'Ondo, après des batailles légales prolongées.

Mobilisations pour la passation de pouvoir

C'est l'état de santé du président Umaru Yar'Adua qui a suscité le plus de commentaires publics au Nigeria durant cette période. Le public nigérian a été bouleversé d'apprendre que son président avait dû interrompre sa campagne présidentielle pour aller suivre un traitement médical à l'étranger. Il a fallu une discussion téléphonique fort médiatisée entre l'ex-président Obasanjo et son successeur pour convaincre les Nigériens que, contrairement à ce que disaient la presse et les rumeurs, Umaru était toujours vivant. L'appareil du gouvernement a connu quelques ralentissements durant les fréquents voyages à but médical du président. Ceci étant principalement dû au refus du président d'autoriser le vice-président à exercer les fonctions de chef d'État durant son absence. Cela aurait été tolérable pour deux semaines, mais l'appareil d'État s'est pratiquement

mis à l'arrêt alors que le président est resté à l'étranger pendant trois mois, sans transférer le pouvoir au vice-président.

Le Président et ses proches ont argumenté sur base d'un flou de la constitution qui empêcherait le vice-président d'assumer la fonction présidentielle, à moins que le président n'ait adressé une lettre aux deux chambres de l'assemblée nationale, les informant de son absence et autorisant le vice-président à endosser ses responsabilités durant son absence. Les Nigériens et les observateurs internationaux s'irritèrent non seulement de ces voyages, mais aussi du secret qui les entourait. Ceci n'a pas été facilité par la décision de la famille et des fidèles du président d'empêcher le vice-président, l'ancien président Obasanjo et les membres du Conseil exécutif fédéral de rendre visite au président alité dans son hôpital saoudien. Le secret entourant l'état de santé du président a alimenté les rumeurs concernant sa mort ou son état critique. Pour dissiper cette rumeur, la famille a arrangé un entretien téléphonique entre le président et un correspondant de la BBC, dans lequel le discours du président était tout sauf cohérent.

Cette interview de la BBC fut apparemment la goutte qui fit déborder le vase et la société civile nigérienne se mobilisa à nouveau pour déclarer le vice-président apte à remplacer le président. Une des organisations qui émergea pour mener cette lutte de la transmission du pouvoir fut le Save Nigeria Group (SNG). Formé après la réunion qui rassembla cinquante et une personnalités éminentes dans un hôtel à Lagos sur l'état de la nation, le SNG mit à sa tête le fougueux prédicateur Tunde Bakare. Il a organisé des manifestations dans des endroits stratégiques, notamment à Lagos, centre névralgique de l'économie du pays, au complexe de l'assemblée nationale à Abuja, à la haute commission du Nigeria à Londres et à l'ambassade du Nigeria à Washington. Y étaient invités notamment des Nigériens reconnus, tel le professeur Wole Soyinka, lauréat du prix Nobel, pour prendre la parole lors des forums.

Durant sa campagne au Nigeria et à l'étranger, ce groupe a fait passer le message selon lequel cette mascarade était organisée par une coterie désirant profiter indûment de l'absence prolongée de Yar'Adua. Le SNG a mobilisé les Nigériens pour qu'ils en appellent à l'assemblée nationale pour déclarer le vice-président apte à assumer les fonctions de président, et ainsi éviter l'effondrement du gouvernement. En dépit de la forte pression des «loyalistes», l'assemblée nationale a succombé à la pression populaire, en

invoquant ce qu'elle a appelé « la doctrine de la nécessité » qui a permis au vice-président d'agir comme président. Ironiquement, l'assemblée nationale a justifié cette décision en considérant l'entretien controversé de la BBC comme une lettre de transmission du pouvoir de Yar'Adua.

Les problèmes légaux éventuels liés à la décision de l'assemblée nationale ont été résolus par le décès de Yar'Adua, qui a confirmé l'investiture de Jonathan Goodluck comme président. Au travers de l'initiative du SNG, la société civile nigériane a encore démontré que la population pouvait surmonter les divisions ethniques et religieuses afin de forger une opinion commune concernant les problèmes de politique nationale. Le développement de toute cette affaire a également amené l'assemblée nationale à rectifier l'anomalie de la passation de pouvoir au moyen d'amendements constitutionnels.

Mobilisations pour le contrôle des ressources

Les différents mouvements sociaux et associations ethnopolitiques continuent à demander plus de justice sociale et d'équité au sein de la fédération nigériane. Le motif de telles demandes réside dans l'attente qui a découlé des propositions d'amendements constitutionnels qui auraient mené à la création d'entités fédérées et d'ajustement territoriaux. Donc, durant la période considérée, les représentants des différents mouvements sociaux et groupes ethniques sont allés jusqu'à l'assemblée nationale pour y gagner des soutiens en faveur de nouveaux États dans leur région d'origine. La demande la plus visible fut celle des États du sud-est, seulement au nombre de cinq actuellement, pour la création d'autres divisions territoriales.

L'agitation militante de certains groupes du delta du Niger pour le contrôle des ressources a aussi repris après une brève trêve organisée par le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (MEND), l'organisation qui chapeaute la plupart des groupes de la région, pour permettre à l'administration de Yar'Adua de s'établir. La plupart des attaques contre les installations pétrolières ou des cibles officielles ont été motivées par les mesures de « contre-insurrection » prises par le gouvernement, qui ont mené à l'arrestation et à la détention de plusieurs dirigeants du mouvement, ainsi que par les invasions des camps de militants par des agences de sécurité.

Les groupes militants ont également été secoués par des décisions gouvernementales qu'ils considéraient comme tout à fait

contraires aux intérêts de la population du delta du Niger. Ces décisions furent, entre autres, la nomination d'une personne non originaire du delta à la tête du très médiatisé Sommet du delta du Niger, la nomination d'un autre étranger comme ministre des ressources pétrolières, le refus de débloquent des fonds pour la Commission de développement du delta du Niger (NDDC) et le refus du gouvernement de rendre publiques les conclusions du rapport du Comité technique du delta du Niger (TCND).

La résistance des militants du delta du Niger et leur capacité à attaquer les installations pétrolières, notamment celle du gisement de Bonga en haute mer, qui a causé de sévères pertes de recettes aux gouvernements, fédéral et de l'État, ont contraint le gouvernement à chercher une issue à cette crise. C'est dans ce contexte que le gouvernement fédéral a annoncé une amnistie des leaders du mouvement. L'amnistie, entrée en vigueur le 4 octobre 2009, garantit la liberté aux militants qui acceptent l'offre et rendent leurs armes. Ce programme d'amnistie a contribué à la stabilité de la région.

Conclusions

La résistance des mouvements sociaux nigériens aux abus de pouvoir, aux politiques contraires au bien commun, aux injustices sociales et aux inégalités a contribué à approfondir la démocratie. Il est remarquable que le Nigeria ait pu éviter un coup d'État pendant la période des fraudes et divisions qui ont caractérisé le gouvernement durant le mandat chancelant du dernier président. Le refus de l'option militaire vient sans doute de l'hypothèse d'une probable rébellion populaire en réaction à l'éventuel putsch. Les victoires acquises par les mouvements sociaux nigériens sont liées à leur capacité à coordonner différents enjeux, à les transformer en débats nationaux et ainsi, à forger un consensus contestataire. La faiblesse relative de l'État résultant de la légitimité sujette à caution de gouvernements formés à partir de fraudes électorales a également affecté la capacité du pouvoir à jouir sans contestations de ses prérogatives. Le Nigeria a ainsi été le témoin d'une redéfinition des rapports entre la société civile et l'État, qui a fortement contribué à une certaine consolidation démocratique.